



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX














Travaux pour la construction d'ombrières photovoltaïques

Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 04 août 2026 à 12:00

Port autonome de Strasbourg
1 rue du Port du Rhin
CS80407
67002 Strasbourg Cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux pour la construction d'ombrières photovoltaïques
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	3
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Défini par lot
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Possible
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2.5 - Développement durable.....	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.3 - Contrôle technique	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
6.1 - Documents à produire	7
6.2 - Visites sur site	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 - Transmission électronique	8
7.2 - Transmission sous support papier.....	9
8 - Examen des candidatures et des offres.....	9
8.1 - Sélection des candidatures	9
8.2 - Attribution des marchés	9
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9 - Traitement des données personnelles	11
10 - Renseignements complémentaires	12
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
10.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux pour la construction d'ombrières photovoltaïques.

Il s'agit de la construction d'une ombrière bus et de deux ombrières voitures sur la gare fluviale.

Lieu(x) d'exécution :

GARE FLUVIALE, 09 RUE DE LA MINOTERIE
67000 Strasbourg

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Charpente bois et métal
02	Electricité Photovoltaïque
03	Zinguerie tôle de finition

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Un même candidat pourra se voir attribuer un nombre maximal de 3 lots.

Si un candidat est classé premier pour un nombre de lots supérieur à ce nombre maximal, les modalités d'attribution des lots sont les suivantes : A compléter

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
09331200-0	Modules solaires photovoltaïques
45261215-4	Travaux de couverture de panneaux solaires
09331000-8	Panneaux solaires

Lot(s)	Code principal	Description
02	09331200-0	Modules solaires photovoltaïques
02	09331000-8	Panneaux solaires
01	03419100-1	Produits du bois
01	44191000-5	Matériaux divers de construction en bois
01/03	45442300-0	Travaux de protection des surfaces

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Compte tenu de l'interdépendance des prestations et des enjeux de délai, de sécurité et de continuité de service, le recours à un groupement conjoint avec mandataire solidaire est nécessaire. Cette organisation garantit au PAS un interlocuteur unique et une sécurisation de l'exécution du marché en cas de défaillance d'un cotraitant. L'exigence est proportionnée à la complexité et aux risques de l'opération.
Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

Les candidats ont l'obligation de faire une proposition pour chacune des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
02	PSE1	Augmentation puissance Panneaux	Panneaux photovoltaïques de plus forte puissance.
02	PSE2	Modification éclairage	Eclairage rasant sous ombrière
01	PSE2	Habillage bois des arches en bois	Habillage bois des arches en bois

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

OTE INGENIERIE
1 rue de la Lisière
BP 40110
67403 ILLKIRCH CEDEX

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE
6 RUE DU GENERAL AUDRAN
92400 Courbevoie

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE
6 RUE DU GENERAL AUDRAN
92400 Courbevoie

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité de ces documents et en accepte les termes sans aucune modification.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours inclus avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
----------	-----------

L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
L'attestation de visite	Non
<p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Le cadre mémoire technique justificatif complété selon le cadre fourni dans le DCE des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Le mémoire justificatif devra respecter le cadre fourni dans le DCE et devra comporter au maximum 20 pages.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Compréhension des enjeux et des points critiques (site en exploitation, nappe, bassin noyade, interfaces lots...) 2. Composition de l'équipe dédiée au projet (avec organigramme, CV et références des personnes) et moyens matériels 3. Méthodologie mise en place (mode opératoire, point d'arrêt, description des procédures, contrôle qualité, description des fournitures, sécurité, assistance après mise en service) 4. Planning détaillé et phasage (avec points d'arrêts et prise en compte des autres lots) 5. Au moins 3 références similaires (type de travaux, type de site, régional, moins de 5 ans) 	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Le site est ouvert au public. Le candidat devra apporter la preuve par des photos d'avoir visité le site dans le cadre du mémoire technique.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Port autonome de Strasbourg
Cellule Commande Publique
1 rue du Port du Rhin
CS80407
67002 Strasbourg Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	35.0
2.1-Compréhension des enjeux et des points critiques	5.0
2.2-Composition de l'équipe dédiée au et moyens matériels	5.0
2.3-Méthodologie mise en place	15.0
2.4-Planning détaillé et phasage	5.0

2.5-Références similaires	5.0
3-Performances en matière de protection de l'environnement	5.0
3.1-Limitation des nuisances aux riverains/occupant	1.0
3.2-Préservation du sous-sol et du milieu naturel	2.0
3.3-Traitement des déchets	2.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Le critère n°2 "Valeur technique" sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur mémoire technique.

Pour l'analyse du sous-critère n°2.1 "Compréhension des enjeux et points critiques" le pouvoir adjudicateur prendra en compte la compréhension des enjeux et points critiques du projet par le candidat (pollution de l'eau, présence de terres polluées, risque de noyade, bassin, site en exploitation, co-activité,, respect du planning...)

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

· Pour l'analyse du sous-critère n°2.2 " Composition de l'équipe " le pouvoir adjudicateur prendra en compte la composition consolidée de l'équipe dédiée au projet avec un organigramme avec CV à jour

(5 dernières années avec références), les expériences et compétences de chacun, le rôle précis de chacune des personnes avec un organigramme et les moyens matériels mis en place (outils, machines, sécurité...)

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

· Pour l'analyse du sous-critère n°2-3 "Méthodologie appliquée lors de l'exécution des prestations", le pouvoir adjudicateur prendra en compte la méthodologie mise en place par l'entreprise pour assurer la réalisation des prestations (mode opératoire, point d'arrêt, description des procédures, contrôle qualité, sécurité sur chantier, fiche technique des fournitures, assistance après mise en service,).

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 10 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (3), moyen (8), bon (12), très bon (15).

· Pour l'analyse du sous-critère n°2-4 "Planning détaillé et phasage", le pouvoir adjudicateur prendra en compte le planning détaillé des études et travaux de nature à l'éclairer sur la capacité réelle du candidat à effectuer les prestations dans les délais imposés et la prise en compte des contraintes. Celui-ci-devra faire apparaître l'enchaînement des missions par co-traitant et sous-traitant (s'ils sont nécessaires), les autres lots, les travaux réalisés par ARCELOR, les éventuelles optimisations envisagées en terme délais, ainsi que les points d'arrêt.

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

· Pour l'analyse du sous-critère n°2-5 "Références similaire", le pouvoir adjudicateur prendra en compte la présentation à minima de trois références en lien avec le projet de nature à l'éclairer sur la capacité

réelle du candidat à effectuer les prestations. Les références devront avoir moins de 5 ans, être réalisées dans le Grand Est, de même typologie et ordre de montant de travaux.

Ce sous-critère se verra attribuer une note entière sur 5 suivant le barème suivant : Non renseigné (0), insuffisant (1), moyen (2.5), bon (3.5), très bon (5).

Le critère n° 3 "Performances en matière de protection de l'environnement", sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur questionnaire environnemental.

· Pour l'analyse du sous-critère n°3.1 "Limitation des nuisances aux riverains" le pouvoir adjudicateur prendra en compte les justificatives fournis par le candidat.

o Pour l'analyse du critère n°3. 1.1 " Bruits ", sera analysé sur la base d'une note de 0.5 point, avec la méthode d'analyse suivante :

- 0.5 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
- 0.25 point : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.
- 0 point : Le candidat ne propose aucune solution

o Pour l'analyse du critère n°3. 1.2 " Poussières ", sera analysé sur la base d'une note de 0.5 point, avec la méthode d'analyse suivante :

- 0.5 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
- 0.25 point : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.
- 0 point : Le candidat ne propose aucune solution

· Pour l'analyse du sous-critère n°3.2 " Préservation du sous-sol et du milieu naturel " sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur questionnaire environnemental.

o Pour l'analyse du critère n°3.2.1 « Préservation du sous-sol et du milieu naturel », sera analysé sur la base d'une note de 2 points, avec la méthode d'analyse suivante :

- 2 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
- 1 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.
- 0 point : Le candidat ne propose aucune solution

· Pour l'analyse du sous-critère n°3.3 " Traitement des déchets " sera analysé sur la base des éléments transmis par les soumissionnaires dans leur questionnaire environnemental.

o Pour l'analyse du critère n°3.3.1 « Traitement des déchets », sera analysé sur la base d'une note de 2 points, avec la méthode d'analyse suivante :

- 2 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution et il justifie sa réponse.
- 1 points : Le candidat répond de manière affirmative, il propose une solution mais il ne justifie pas sa réponse.
- 0 point : Le candidat ne propose aucune solution

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 2 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 - Traitement des données personnelles

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Les conditions des traitements de données personnelles réalisés dans le cadre du présent marché sont précisées à l'article 5 du CCAP.

Dans le cadre de la passation du marché, le pouvoir adjudicateur, en qualité de responsable de traitement, est amené à traiter des données personnelles concernant les candidats, le titulaire, leur personnel et son ou ses éventuel(s) sous-traitant(s) et/ou leur personnel. Ces données sont collectées parce qu'elles sont nécessaires au jugement des offres, à la passation du marché et à l'exécution du marché. Elles ne sont traitées qu'à ces seules fins par les services du pouvoir adjudicateur concernés par le marché. Les données ne sont conservées que pour une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Les personnes concernées disposent, à l'égard de ces traitements, d'un droit d'accès à leurs données, d'un droit à la rectification ou à l'effacement de celles-ci, du droit de demander la limitation du traitement, du droit de s'opposer au traitement, d'un droit à la portabilité de leurs données, et du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données après leur mort. Pour exercer leurs droits, les personnes concernées peuvent contacter le Délégué à la protection des données du Port autonome de Strasbourg à l'adresse suivante : dpd@strasbourg.port.fr. En cas de manquement aux dispositions ci-dessus, les personnes concernées peuvent introduire une réclamation auprès de la CNIL. Le titulaire s'engage à protéger les données personnelles qu'il traite en relation avec la passation de ce marché et à informer les personnes dont il collecte et communique les données personnelles au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions applicables du RGPD.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>

Cette demande doit intervenir au plus tard 5 jours inclus avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours inclus au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23 Télécopie : 03 88 36 44 66

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme.